

**Appel à contributions**  
**Colloque international**  
**Définir le musée du XXI<sup>e</sup> siècle**

**Paris, 9 au 11 juin 2017**

Sorbonne nouvelle - ICOMFOM

La mission sur les musées pour le XXI<sup>e</sup> siècle est en cours de clôture en France, tandis qu'une importante recommandation de l'Unesco sur la protection et la promotion des musées vient d'être votée sur le sujet il y a quelques mois<sup>1</sup> ; il est cependant impératif de continuer à s'interroger sur les nouveaux contours de cette institution âgée de deux siècles et demi, dont de nouvelles formes continuent d'émerger en ce début de millénaire. La définition la plus courante du musée, en Europe, est celle donnée par l'ICOM et remonte à 2007. Cette dernière est largement répandue dans le monde et a été adoptée par l'Unesco (dans sa recommandation), même si certains Etats auraient souhaité la modifier. Le processus visant à changer la définition par l'ICOM du musée constitue une opération relativement complexe. Initié en 2004, il n'a conduit qu'à quelques transformations mineures.

Le musée est présenté comme « une institution permanente sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation » (Statuts de l'ICOM, art.3, §1). Il existe cependant d'autres définitions du musée, élaborées par les associations britanniques et américaines des musées, qui diffèrent largement de celle utilisée par l'ICOM. La question du « non profit » ou

---

<sup>1</sup><http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/museums/recommendation-on-the-protection-and-promotion-of-museums-and-collections/>

du terme « sans but lucratif », par exemple, est largement discutée par de nombreux pays, certains souhaitant son abandon, d'autres craignant que de nouvelles formes de musée lucratifs bénéficient d'une légitimité défavorable aux autres musées. Le développement des TIC a également largement remis en question, à l'instar des bibliothèques, la pertinence d'une partie du monde muséal, forçant les établissements à se redéfinir, mais aussi parfois à rejeter le « musée virtuel » ou, plus exactement, le cybermusée, comme ne méritant pas d'être intégré à la définition. Certains, encore, s'interrogent sur la pertinence d'une définition unique du musée, évoquant plutôt le principe d'une classification des différentes institutions œuvrant dans le champ muséal : tous les musées font-ils ou devraient-ils faire de la recherche ? Devraient-ils tous posséder des collections ou veiller sur elles de la même manière ?

L'enjeu de ce colloque, ouvert aux membres de l'ICOM comme aux chercheurs, vise à susciter une réflexion globale sur la définition du musée. Le public international sera associé à cette réflexion et des présentations en anglais sont prévues, mais les travaux se dérouleront essentiellement en français.

Globalement, la question de la définition du musée entraîne des conséquences directes sur ce que l'on peut définir comme un professionnel de musée et donc, notamment, la manière d'accepter ou de rejeter des candidats souhaitant intégrer l'ICOM. Les limites du champ muséal lui-même sont mouvantes, certains établissements considérés comme des musées ne s'intitulent pas comme tels, et vice-versa. Par ailleurs, le phénomène muséal se propageant dans le monde, certaines régions du globe ont développé des visions parfois assez différentes les unes des autres de ce qu'est un musée ou de la manière d'identifier le patrimoine. Comment dès lors envisager cette définition dans un contexte en perpétuelle mutation ? De nombreux axes de réflexions peuvent être envisagés à cet égard :

1. Quels sont les *destinataires* ou les publics de la définition de l'ICOM, et donc, quelles sont ses fonctions ? S'agit-il d'une définition pour des professionnels, pour le grand public, pour des étudiants en muséologie ? Peut-on envisager une même définition pour des publics très diversifiés ?
2. La définition du musée doit-elle plutôt se concentrer sur les *fonctions* techniques (préservation, recherche, communication) qu'il remplit et des caractéristiques objectives (en termes d'ouverture au public) ou sur les *valeurs* (lesquelles ?) et le rôle (social, mais aussi économique et symbolique) qu'il joue au sein de la société ? La notion « au service de la société » est-elle suffisante pour évoquer son rôle ?
3. Pendant longtemps, la définition comportait une liste d'institutions similaires, considérées comme entrant dans le cadre de réflexion de l'ICOM. Cette liste a disparu après 2007. Il s'agissait notamment d'évoquer des établissements pouvant être reconnus comme membres. Ce travail sur la *reconnaissance des membres* (qui doit-on accepter, qui doit-on rejeter) devrait-il être intégré dans ce cadre ?
4. Quels sont les termes qui devaient être ajoutés ou retirés à cette définition, afin de mieux tenir compte de la situation actuelle ? Les *évolutions technologiques* ont entraîné des changements importants au niveau des modes de conservation ou de communication des musées. Quelles sont leurs répercussions sur la définition de l'ICOM ? Peut-on reconnaître comme établissements à part entière des cybermusées uniquement situés sur Internet ?
5. La définition de l'ICOM a connu de nombreux stades et constitue en quelque sorte un *héritage des générations précédentes* de muséologues et de conservateurs qui y ont contribué. Que faudrait-il enlever ou ajouter, pourrait-on tout changer ? Devrait-on tout garder ?

6. Tous les musées – du plus petit et récent, aux plus anciens ou aux plus grands – devraient-ils obéir à la même définition ou devrait-on en imaginer plusieurs ? Tous les musées doivent-ils (ou font-ils) de la recherche ? Tous les musées doivent-ils conserver des collections ? Devrait-on concevoir une *typologie des musées*, afin de mieux préciser le rôle de chaque établissement ?
7. Le terme « sans but lucratif », utilisé dans la définition, est parfois mal compris. Quelle devrait être la position de l'ICOM en regard des *enjeux économiques du musée* ? On sait que ceux-ci sont devenus de plus en plus importants, tant au niveau de l'impact touristique et économique qu'ils suscitent au sein de leur région que par leur contribution à ce que l'on intitule l'économie de la créativité. Si – ce qui ressort de la plupart des discussions – le musée demeure une institution à but non lucratif, qu'en est-il des membres ou des organisations indépendantes (sociétés gérant des médiateurs ou organisant des expositions) qui opèrent en tant que sociétés lucratives ? Qu'est-ce qui différencie les musées des autres acteurs touristiques ou des industries culturelles ?
8. De la même manière, quelle devrait être la position de l'ICOM sur les *enjeux symboliques* du musée et les valeurs qu'il promeut ? Peut-on accepter des musées conçus pour développer le culte d'une personnalité (un homme d'affaire contestable ou un dictateur) ou développer des conceptions contraires à celles qui sont généralement admises (la négation d'un génocide ou la contestation de la théorie de l'évolution) ? Devrait-on exclure certains musées au nom des valeurs qu'ils défendent ?

**Le colloque** sera structuré en trois temps particuliers.

1. Le vendredi 9 juin après-midi se déroulera une séance plénière en Sorbonne. Cette séance sera accessible à tous les participants du colloque et aux membres de l'Assemblée générale d'ICOM inscrits préalablement au colloque.
2. Le samedi 10 juin, après une courte séance en plénière, les participants se réuniront en atelier afin de débattre de la définition. Ces séances de travail se clôtureront également par une séance plénière.
3. Le dimanche 11 juin sera réservé à une discussion en comité plus restreint, avec les rapporteurs des tables-rondes et les participants le souhaitant.

**La langue** utilisée durant le colloque sera le français, mais certaines interventions en séance plénière seront en anglais, tandis qu'une traduction vers l'anglais sera proposée aux participants de la plénière. Durant les ateliers, un processus de traduction est prévu pour permettre le déroulement de l'un ou l'autre des ateliers en anglais, le cas échéant.

**L'appel à contribution** sera réalisé en deux temps.

- Envoi des propositions de contribution pour le **15 mars 2017** au plus tard :
  - Numéro de l'axe de réflexion choisi et description brève (10 lignes) du propos de la contribution
  - Envoi de la proposition à l'adresse suivante : [museumdefinition@gmail.com](mailto:museumdefinition@gmail.com)
- Envoi des contributions validées (forme courte de 10.000 caractères maximum espaces compris, notes et bibliographies incluses) pour le **1<sup>er</sup> mai au plus tard** à la même adresse

Les contributions seront structurées en trois parties :

- Les enjeux principaux sur lesquels le contributeur souhaite insister ;
- Une proposition de structure de définition (ce qu'elle doit contenir) ;
- Une proposition de définition du musée.

L'ensemble des propositions retenues sera publié et envoyé avant la conférence aux participants.

## **L'inscription** sera effective

1. Pour l'ensemble du colloque, pour ceux dont la contribution aura été acceptée et validée ;
2. Si vous n'avez pas rendu de contribution, vous pourrez assister à la séance plénière du vendredi 9 juin en Sorbonne, pour autant que vous vous soyez inscrit par mail, à l'adresse ci-dessus (le nombre de places est limité et priorité sera donnée aux contributeurs).
3. **Les frais d'inscription** sont de 50 euros (pour la journée ou le colloque, payables par virement ou sur place, renseignements donnés lors de l'inscription en ligne). La gratuité de l'inscription est donnée aux membres en règle de cotisation d'ICOFOM et des comités nationaux d'ICOM soutenant le colloque.

Ce colloque, organisé par l'ICOFOM et l'Université Sorbonne Nouvelle, en collaboration avec le Labex ICCA, peut compter sur le soutien et la participation du CERLIS, d'ICOM, d'ICOM Suisse (liste non définitive).